

UNE DETERMINATION INTACTE

Plus de 50000 personnes, essentiellement universitaires, chercheurs, personnels, étudiants, rejoints par des enseignants du premier et du second degrés, ont défilé partout en France, solidaires de l'ensemble des revendications portées depuis janvier par le SNESUP, l'Intersyndicale et les coordinations nationales.

Paris : 30000
Amiens : environ 400
Avignon : 1000
Bordeaux : 6000
Dijon : entre 800 et 1000
La Réunion : 1000
Lille : 3500
Littoral : environ 800
Lyon : 2000

Marseille : plus de 5000
Nice : plus de 1000
Orléans : 1200
Reims : entre 1500 et 2000
Rouen : 1500
Toulouse : 1500
Tours : 1000
...
(dans un contexte de vacances universitaires !)

Pour nos revendications :

- * Retrait du projet de décret modifiant le statut des enseignants-chercheurs ;
- * Retrait du dispositif gouvernemental de démantèlement de la formation des enseignants et des concours ;
- * Exigence du rétablissement des emplois supprimés au budget 2009 et d'un plan pluriannuel de Création d'emplois, refus de la précarité ;
- * Refus de la casse du CNRS et des organismes de recherche.

Les interventions du président de la République, centrées sur la crise économique, la petite part des propos dans le domaine universitaire et de la recherche confirmant là aussi des orientations contestées par l'immense majorité des salariés, ont renforcé la détermination des manifestants.

Le soutien apporté par le premier ministre à la loi LRU et aux textes et dispositifs qui l'aggravent (aujourd'hui dans « Libération »), atteste à la fois d'un embarras sur le fond et d'une volonté provocatrice de pourrissement du conflit.

Ces manœuvres publiques, comme celles opérées en coulisses, doivent cesser. Les assemblées générales tenues dans les départements et les sites universitaires confirment toutes l'engagement des collègues et des étudiants. La dynamique de ces mobilisations a conduit nombre de présidents d'université (appel de la Sorbonne) et, maintenant, la CPU à exiger de notables inflexions des choix gouvernementaux.

Le SNESUP exige le rétablissement des 1030 emplois supprimés, un plan pluriannuel de créations d'emplois statutaires, comme l'abandon du démantèlement des organismes de recherche. La ministre Valérie Pécresse, qui vient d'évoquer aujourd'hui au Sénat qu'elle va présenter un nouveau texte dissipant les malentendus, refuse encore l'évidence. Le SNESUP récuse les principes actuels du décret statutaire (et de ses divers avatars). Il récuse l'hypocrite médiation dans laquelle la ministre entend s'exonérer de ses responsabilités. Le SNESUP a mis sur la table des principes de nature à améliorer réellement l'exercice de toutes les missions des enseignants-chercheurs. Les dizaines de milliers de manifestants exigent avec force une claire annonce par le gouvernement du retrait de tous les textes et dispositifs contestés. Les tentatives du gouvernement pour contourner les luttes, pour contourner les positions et la présence des organisations syndicales les plus représentatives, en premier lieu le SNESUP, y compris par une médiation factice, doivent être disqualifiées. La forte présence, au cœur de toutes les actions, des adhérents du SNESUP de plus en plus nombreux, doit peser pour faire aboutir nos revendications dans le cadre unitaire le plus large de la coordination nationale. L'exclusion, organisée par la plupart des médias, du SNESUP, seule organisation syndicale présente partout et qui fédère les luttes, doit être mise en échec, elle aussi, par l'ensemble du monde universitaire.

Le SNESUP appelle à poursuivre et à enraciner la mobilisation. Il appelle les personnels à tenir partout dès lundi des assemblées générales pour décider des modalités de poursuite de l'action.